

# Débat sur les questions de fond

## QUESTIONS D'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE PÊCHE

On n'insistera jamais assez sur l'importance de la pêche, tant en ce qui concerne le bien-être des populations que du point de vue économique. La pêche soulève un certain nombre de questions d'éthique dans la mesure où les différents acteurs concernés ont à cœur de défendre leurs intérêts respectifs, lesquels méritent tous d'être pris en considération. Ainsi, la sur-

exploitation des ressources halieutiques et l'intégrité des écosystèmes sont incontestablement des problèmes d'importance majeure: les populations de plusieurs espèces marines se sont déjà considérablement appauvries, et la biodiversité des océans est menacée. Toutefois, le problème ne tient pas seulement à la surpêche, mais aussi à l'utilisation de pratiques de pêche plus destructrices que d'autres, qui mettent en péril la survie des espèces ciblées.

S'agissant de l'épanouissement des communautés humaines, la surpêche, à terme, a une incidence sur la disponibilité et le coût des sources de nourriture, et sur les perspectives de survie de communautés entières. De plus, des phénomènes comme la mondialisation et le développement technologique ont des répercussions non seulement sur la diversité biologique et la survie des populations humaines, mais aussi sur les pratiques traditionnelles et les modes de vie, dans la mesure où les intérêts des industriels menacent de plus en plus ceux des petits pêcheurs. Ces évolutions et ces tendances de dimension internationale ne sont pas neutres au plan éthique et peuvent influencer, de manière positive ou négative, sur le devenir de différents groupes d'intérêt, du point de vue tant de leur bien-être que de leur liberté ou de la justice. Ce phénomène peut se manifester de multiples manières. Ainsi, la notion de liberté ne doit pas être réduite à la liberté de vendre d'un côté, et au choix individuel, de l'autre. Il importe de se référer à une définition de la liberté beaucoup plus large, qui tient également compte de la nécessité de préserver les identités culturelles. C'est peut-être ce qui est en jeu dans les communautés de pêcheurs dont les modes de vie pourraient être menacés: la diversité des modes de vie est en soi un aspect important. En ce qui concerne la justice sociale et l'équité, le fait que la majorité des communautés qui vivent de la pêche soient concentrées dans les pays en développement, et en particulier dans les zones rurales, ne fait qu'accroître le risque de voir les inégalités existantes s'accroître au lieu de diminuer, ce dont il y a tout lieu de s'inquiéter.

La viabilité économique des pêcheries artisanales est à l'évidence une des conditions de la survie et de la santé des pêcheurs et de leurs communautés. Le poisson est sans doute la principale source de nutriments de ces populations et s'il venait à manquer, la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation des communautés touchées seraient très gravement menacés. Il faut par ailleurs rappeler que, si les pêcheurs ont pour rôle de fournir du poisson à leurs communautés, ce sont aussi des consommateurs; pourtant, ils ne peuvent pas toujours exercer leur droit à la nourriture. Eux aussi sont susceptibles de souffrir de carences en protéines, en particulier lorsque les considérations économiques l'emportent sur toute autre.

## ÉTHIQUE D'UNE ALIMENTATION ADÉQUATE ET SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Si l'enjeu principal est de garantir l'accès de l'ensemble de la population à de la nourriture en quantité suffisante, chaque individu, famille communauté ou État – et l'humanité tout entière – a pour priorité de s'assurer que cette nourriture est saine et ne présente aucun danger.

La sécurité sanitaire des aliments est exposée à de nombreuses menaces. Les végétaux et animaux que nous consommons peuvent être contaminés de multiples manières. Les produits alimentaires peuvent être infectés par des microbes pathogènes ou des organismes parasites multicellulaires. Les organismes responsables des maladies peuvent être des composants des aliments eux-mêmes, comme le ténia ou l'anthrax, qui infectent des animaux dont on consomme la viande. Ils peuvent aussi être introduits dans les aliments par des salissures, comme c'est le cas des amibes ou de la *Giardia*, présentes dans les légumes crus. Des substances toxiques peuvent être produites par des agents qui infectent des cultures alimentaires, comme dans le cas de l'ergot de blé. La contamination peut aussi résulter d'une démarche délibérée visant à nuire ou à accroître les rendements, voire à vendre une substance toxique sous l'apparence d'un produit comestible, comme dans le cas de l'huile d'*Argemone mexicana* mélangée avec de l'huile alimentaire, ou vendue comme telle. Certains aliments ou impuretés peuvent provoquer des allergies et des malformations ou se comporter comme des analogues d'hormones sexuelles, entraînant de graves perturbations physiologiques.

La contamination a généralement des effets néfastes sur la qualité des aliments, qu'ils soient destinés à l'alimentation humaine ou animale, et peut menacer gravement la santé humaine ou animale. La plupart des pays se sont dotés de cadres législatifs et réglementaires afin de garantir la sécurité sanitaire des aliments et, surtout, de faire en sorte que les niveaux de contaminants dans les produits alimentaires demeurent aussi faibles que possible. Ces lois et réglementations exigent notamment le respect de procédures strictes garanties de l'hygiène et de la pureté des produits alimentaires. Toutefois, nombre de pays ne disposent pas des moyens voulus pour formuler de telles lois ou les faire appliquer. Il existe également des lois et des normes internationales visant à garantir l'innocuité des produits alimentaires, comme la Convention internationale pour la protection des végétaux et le Codex Alimentarius, sur lequel l'Organisation mondiale du commerce s'appuie désormais pour définir les normes applicables à la réglementation du commerce international.

Les principales difficultés liées à la préservation de la sécurité sanitaire et de la qualité nutritionnelle des aliments tiennent à la nécessité de faire évoluer les habitudes alimentaires. À titre d'exemple, si les graisses sont essentielles à la santé, du moins si elles sont présentes en quantités adéquates, elles peuvent aussi entraîner une augmentation des taux de cholestérol et un durcissement des parois artérielles, provoquant ainsi des insuffisances cardiaques. De même, les sucres sont indispensables au bon fonctionnement du métabolisme, mais peuvent aggraver les symptômes du diabète ou déclencher la maladie chez des sujets sains, dès lors qu'ils sont consommés en quantités excessives.

Les précédentes générations ont appris à reconnaître les plantes comestibles et les plantes toxiques, comme les champignons, et c'est à elles que nous devons nos pratiques

traditionnelles en matière de sécurité sanitaire des aliments. Nos ancêtres savaient même dans quelles conditions les plantes peuvent être consommées et dans quelles conditions elles deviennent toxiques. Ainsi, les tubercules de pommes de terre font d'excellents aliments s'ils se développent dans la terre, mais sont toxiques lorsqu'ils se forment en surface et prennent une couleur verte.

De nombreuses plantes sans danger sont aujourd'hui cultivées. Leur composition chimique et, partant, leurs effets physiologiques, n'ont pratiquement pas évolué dans la mesure où leur structure génétique elle-même n'a pas vraiment changé. Il en va tout autrement depuis l'avènement du génie génétique, qui a permis d'introduire dans ces cultures des gènes issus d'autres espèces, favorisant ainsi des combinaisons génétiques qui n'auraient jamais pu se produire naturellement. De ce fait, la composition chimique et, par voie de conséquence, les effets sur l'organisme des hommes et des animaux de ces produits génétiquement modifiés deviennent imprévisibles. La confiance que nous avons dans notre connaissance des effets physiologiques éventuels d'une plante cultivée s'effondre dès que cette même plante est génétiquement modifiée. Même après avoir analysé tous ses impacts éventuels, à court et à long termes, sur notre organisme, nous ne pouvons pas exclure la possibilité que le processus de manipulation génétique ait déstabilisé la composition génétique, et donc chimique, de la plante considérée. Il est alors impossible de prévoir les effets de la plante sur l'organisme et de dire si ces effets seront plus ou moins constants.

Le Groupe a exprimé à nouveau les craintes que lui inspirent les effets potentiels du génie génétique aux plans environnemental, sanitaire et socioéconomique.

Les applications pharmaceutiques du génie génétique sont particulièrement préoccupantes. Ainsi, il est désormais possible de modifier la structure génétique de végétaux afin qu'ils produisent des substances chimiques qui pourront être utilisées à des fins biopharmaceutiques. Ce processus est appelé *pharming*. Or, on sait que les gènes altérés d'une plante génétiquement modifiée en vue d'applications biopharmaceutiques peuvent être transférés à d'autres cultures vivrières par le biais de la pollinisation croisée. Consommer des végétaux contaminés par des gènes de ce type équivaldrait à prendre des médicaments sans ordonnance, et cette utilisation inconsidérée de substances pharmaceutiques pourrait entraîner des empoisonnements.

Une fois qu'une plante cultivée a été génétiquement modifiée pour produire certaines substances chimiques et que les gènes modifiés de cette plante parviennent à s'introduire dans une population végétale donnée, il peut se révéler très difficile, voire impossible, de les en éliminer. Les modifications génétiques qu'a subies l'espèce considérée peuvent donc être irréversibles. C'est entre autres pour cette raison que le principe de précaution constitue le fondement du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Le fait qu'aujourd'hui, des cultures vivrières de base comme le riz ou le maïs soient utilisés en vue d'applications biopharmaceutiques de ce type est particulièrement inquiétant, compte tenu de l'importance de ces cultures en matière de sécurité alimentaire.

Au vu de cette situation, une conclusion éthique s'impose: il est préférable de s'abstenir de modifier génétiquement une plante cultivée s'il n'y a pas de preuve patente des avantages majeurs que présenterait la version génétiquement modifiée de cette culture. De même,

la consommation de produits issus d'animaux génétiquement modifiés pourrait être dangereuse, en particulier si les gènes transférés ont été prélevés sur des micro-organismes ou des plantes.

Puisqu'il est matériellement impossible de confiner les cultures, animaux ou micro-organismes génétiquement modifiés pour éviter que des transgènes ne soient introduits dans un écosystème agricole ou naturel donné, le génie génétique à des fins biopharmaceutiques semble inacceptable du point de vue éthique.

Certains aliments sont jugés impropres à la consommation humaine pour des raisons d'ordre religieux ou culturel. Lorsque la nourriture est produite et consommée localement, les ingrédients qu'elle contient et la façon dont elle est manipulée ont généralement une grande importance aux plans religieux et culturel. Or, l'importance accordée à ces questions tend à diminuer avec la distance, et la mondialisation du commerce ne fait qu'accentuer ce phénomène. Il est donc impératif que les sociétés transnationales et les États qui sont au cœur du processus de mondialisation prêtent plus d'attention à ces considérations, en particulier dans le cas des aliments d'origine transgénique. Il convient notamment de s'assurer que l'origine des transgènes ne heurte pas les sensibilités religieuses et culturelles des consommateurs.

La pauvreté peut conduire les individus à consommer des aliments dangereux ou malsains. La pauvreté généralisée qui sévit encore dans le monde, alors que nous connaissons une période d'abondance sans précédent, et que nous disposons de moyens de transport et de communication très rapides, est en soi un véritable défi éthique pour l'humanité.

## **QUESTIONS D'ÉTHIQUE RELATIVES À L'AIDE ALIMENTAIRE**

Si le droit d'être à l'abri de la faim est désormais considéré comme un des droits fondamentaux de la personne humaine, les chiffres nous ramènent brutalement à la réalité: aujourd'hui des centaines de millions de personnes souffrent toujours de la faim et de la malnutrition. De vastes poches de pauvreté chronique subsistent dans de nombreux pays, où les plus démunis n'ont accès ni aux terres, ni aux revenus qui leur permettraient de se procurer des vivres. Aujourd'hui, les États ont pour obligation éthique d'œuvrer en faveur d'un processus de développement fondé sur le respect des droits, afin que tous leurs habitants aient accès à une alimentation adéquate. De son côté, la communauté internationale doit impérativement contribuer à créer les conditions qui permettront à chaque État d'atteindre cet objectif.

L'aide alimentaire internationale demeurera indispensable dans nombre de situations de crise, qu'elles résultent d'activités anthropiques, de catastrophes naturelles ou de la dégradation de l'environnement.

Le Groupe a noté que la communauté internationale s'était dotée de capacités institutionnelles considérablement renforcées pour être en mesure de fournir des vivres aux populations touchées par de telles crises. Cela étant, de nombreuses carences demeurent en ce qui concerne la quantité, la qualité, la sécurité sanitaire et le mode de distribution de l'aide alimentaire. La communauté internationale doit donc mieux se préparer à de telles crises, afin de garantir des approvisionnements suffisants en aliments adaptés, culturelle-

ment acceptables et sans danger, dans des conditions propices au relèvement des régions sinistrées et au rétablissement durable et aussi rapide que possible de la sécurité alimentaire dans les zones touchées. Les États donateurs doivent veiller à ce que leurs politiques d'aide alimentaire contribuent à renforcer la volonté et la capacité des États bénéficiaires à garantir la sécurité alimentaire pour tous, en mettant plus particulièrement l'accent sur les besoins des groupes les plus vulnérables.

L'aide alimentaire ne doit pas bouleverser les systèmes locaux de production alimentaire, et les donateurs doivent encourager le recours accru aux marchés locaux et régionaux, de sorte qu'on puisse répondre aux besoins alimentaires dans les zones frappées par la famine. Le Groupe a rappelé à cet égard l'Article XII.1 de la Convention de 1999 relative à l'aide alimentaire, qui dispose que: «afin de promouvoir le développement agricole local, de renforcer les marchés régionaux et locaux et de rehausser la sécurité alimentaire à plus long terme des pays bénéficiaires, les membres doivent considérer la possibilité de consacrer ou de diriger leurs contributions en espèces à l'achat de produits alimentaires: i) pour l'approvisionnement du pays bénéficiaire auprès d'autres pays en développement («transactions triangulaires»); ou ii) dans une région d'un pays en développement à des fins d'approvisionnement d'une autre région déficitaire du pays en question («achats locaux»)). L'aide alimentaire doit être fournie selon des modalités de nature à faciliter le relèvement durable et le développement des régions sinistrées, de sorte que les groupes touchés puissent à nouveau assurer dès que possible leur sécurité alimentaire.

L'aide alimentaire doit par ailleurs être adaptée aux besoins nutritionnels et alimentaires des bénéficiaires, et compatible avec les cultures alimentaires locales.

L'éthique exige que l'aide alimentaire fournie en période de crise soit respectueuse des normes internationales applicables en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'aide alimentaire. Il importe notamment d'obtenir le consentement préalable, en connaissance de cause, des bénéficiaires, afin d'éviter que la méfiance ne s'installe, ce qui pourrait gravement compromettre l'efficacité de l'aide. Si les aliments génétiquement modifiés sont la seule option envisageable, il faut impérativement ne distribuer que des produits transformés, et non des semences, afin d'éviter que des plantes transgéniques n'entrent en contact avec des plantes locales, ce qui aurait des conséquences environnementales imprévisibles. Cela étant, quand bien même cette règle serait respectée, on ne pourra toujours pas déterminer avec précision les effets à long terme sur l'organisme des aliments transgéniques distribués. Paradoxalement, les victimes de la famine pourraient subir à plus longue échéance les effets sur la santé des aliments génétiquement modifiés qui leur ont été distribués pour leur sauver la vie.

La décision d'un pays de ne pas accepter les aliments génétiquement modifiés qui lui sont proposés doit être respectée.

## **CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES LIÉES AU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ET À L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ANIMALE**

La FAO a entrepris d'examiner diverses approches possibles de la question du bien-être des animaux dans le contexte de l'intensification de la production animale. On ne peut que



se féliciter de cette décision, qui intervient à point nommé, dans la mesure où les responsables des politiques agricoles n'ont pas, ou du moins pas suffisamment, prêté attention à ce jour à la dimension éthique de l'élevage tel qu'il se pratique actuellement à l'échelle industrielle. Le public, lui aussi, est généralement peu sensible à ce problème. Pourtant, un certain nombre de pays en développement, s'inspirant de l'exemple des nations industrialisées, s'orientent à leur tour dans le sens d'une intensification de leur production animale.

Les contextes sociaux et culturels dans lesquels se pratique l'élevage sont très variables. Les exploitations familiales d'Europe, qui s'appuient sur des systèmes de production mécanisés, les grosses exploitations gérées comme des entreprises et les petits élevages des pays en développement soulèvent des questions d'éthique différentes qui appellent toutes des réponses adaptées.

Le Groupe a recommandé que la FAO, dans le cadre de ses activités futures, aborde ces questions de manière globale et prenne notamment en considération: toute la gamme des liens qui se sont tissés au fil des siècles entre les humains et les animaux dans les différentes cultures et sociétés du monde, et leurs fondements éthiques respectifs; la distinction entre les *droits* et les *valeurs* qui se rapportent aux animaux; les incidences éthiques, pour les pays qui envisagent de s'engager dans cette voie, de l'intensification de la production animale à des fins d'exportation, dans des contextes sociaux et culturels divers; les utilisations multiples des animaux, dans un but autre qu'alimentaire, dans le secteur agricole.

Le Groupe a également recommandé que la FAO examine les incidences éthiques de l'application, à des fins de production pharmaceutique et de clonage, de technologies nouvelles et émergentes, et notamment du génie génétique animal. Depuis l'avènement du génie génétique, la gamme des animaux cobayes utilisés dans le cadre des travaux de recherche expérimentale s'est élargie. Cette tendance, qui donne lieu à de nouvelles formes d'intensification de la production animale, doit être étudiée, alors que les sociétés et les responsables des politiques s'emploient actuellement à évaluer ces nouvelles technologies.

Le Groupe a accueilli avec satisfaction le document *Animal welfare and the intensification of animal production: an alternative interpretation* (Bien-être animal et intensification de la production animale: un autre regard), écrit par David Fraser<sup>4</sup>. Cet «autre regard» est très novateur et peut utilement contribuer à nourrir le débat. Toutefois, le document traite exclusivement de la situation et de l'évolution de la production animale intensive en Europe et en Amérique du Nord, et les recommandations qui y figurent ne valent donc que pour ces régions. Le Groupe a néanmoins estimé que le document constituait une contribution majeure à la série de documents de la FAO sur l'éthique.

## • ÉTHIQUE D'UNE INTENSIFICATION DURABLE DE L'AGRICULTURE •

L'intensification de l'agriculture a pris des proportions industrielles dans de nombreuses régions du monde, et pas seulement dans les pays développés. La mise au point de nouvelles biotechnologies a contribué dans une large mesure à ce phénomène. Aux fins du pré-

<sup>4</sup> FAO. 2005. *Animal welfare and the intensification of animal production: an alternative interpretation*. Document de la FAO sur l'éthique n° 2. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/DOCREP/009/a0158f/a0158f00.htm>).

sent rapport, on entend par «intensification agricole» l'accroissement total de la productivité résultant de l'amélioration du rendement des intrants (semences de meilleure qualité ou mieux adaptées, utilisation plus rationnelle des engrais, pratiques agricoles améliorées, entre autres exemples). Il y a aussi intensification agricole lorsque la réduction de la quantité d'intrants utilisée est sans incidence sur le niveau de production. Dans ce contexte, c'est l'accroissement de la productivité qui est le plus préoccupant.

Plus de 800 millions de personnes souffrent actuellement de malnutrition aiguë. Si l'espérance de vie est de 75 ans dans la plupart des nations développées, elle est bien inférieure dans les pays en développement, du fait de la forte mortalité infantile et de la malnutrition, qui touche toutes les tranches d'âge, et de la qualité médiocre des soins de santé, entre autres facteurs. La situation est particulièrement préoccupante et appelle d'urgence un accroissement de la production alimentaire, de sorte que les populations en situation d'insécurité alimentaire puissent se procurer de quoi se nourrir, et que la distribution et la disponibilité de vivres s'améliorent dans les régions qui souffrent d'une pénurie alimentaire.

Le Groupe a recensé deux enjeux apparentés, qui ont aussi des incidences éthiques, et peuvent se résumer comme suit: i) comment accroître les ressources alimentaires des populations dans le besoin tout en ii) évitant toute conséquence écologique ou autre néfaste, comme l'appauvrissement de la diversité génétique résultant de l'utilisation excessive de variétés de semences de moins en moins nombreuses, ou la réduction du nombre de variétés agricoles cultivées, qui conduit souvent à remplacer des variétés traditionnelles propres à des cultures ou des régions particulières, en raison de leur faible productivité.

L'intensification agricole s'est opérée progressivement à partir de la révolution néolithique. En effet, l'«invention» de l'agriculture, en tant que technologie visant à produire des aliments autres que ceux tirés de la chasse et de la cueillette, était déjà en soi une forme d'intensification qui a conditionné le développement de la civilisation humaine. La «révolution agricole», à savoir la création de nouvelles variétés agricoles et la domestication des animaux d'élevage, qui s'est produite en divers points d'Afrique, des Andes, d'Amérique centrale, d'Extrême-Orient et du Proche-Orient, a favorisé la formation de villages et, à terme, d'établissements humains plus importants, l'augmentation de la production agricole ayant entraîné un accroissement spectaculaire de la population humaine.

Pourtant, tout au long de l'histoire de l'humanité, une part importante de la population a souffert de la faim et de la malnutrition. Il ne fait aucun doute que l'intensification agricole, dans la mesure où elle conduit à une augmentation des ressources vivrières des populations dans le besoin, est souhaitable du point de vue éthique. Ce «droit à l'alimentation» a d'ailleurs été récemment reconnu par la communauté internationale. L'exercice de ce droit suppose cependant un accroissement des disponibilités alimentaires suffisant pour venir à bout de l'insécurité alimentaire. Pour parvenir à cet objectif, il faudra intensifier la production agricole. Cela étant, l'exercice du droit à l'alimentation ne sera possible que si cette augmentation de la production agricole s'accompagne d'un meilleur accès aux ressources alimentaires.

Le Groupe a rappelé la recommandation qu'il avait adoptée à sa deuxième session, tenue en 2002, et dans laquelle il soulignait que l'intensification agricole pouvait, et devait être

respectueuse de l'environnement, sans aggraver la dépendance à l'égard de ressources non renouvelables et l'appauvrissement progressif de ces ressources, et garantir le respect de la biosphère mondiale. Si l'agriculture est fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, elle contribue aussi à modifier et, à de nombreux égards, à préserver durablement ces ressources. Les agriculteurs exploitent la nature mais contribuent aussi, grâce à la domestication d'espèces végétales et animales, à la diversification, à la préservation et à l'enrichissement des ressources naturelles. Du point de vue éthique, l'agriculture doit impérativement reposer sur un usage avisé des ressources naturelles, de manière à préserver les ressources naturelles on renouvelables, au bénéfice des générations futures.

L'intensification agricole renvoie à des questions d'éthique qui vont au-delà de considérations purement utilitaires liées à la nécessité d'éviter la faim et la malnutrition; elles renvoient aussi à des aspects comme la préservation, voire l'enrichissement de traditions uniques qui sont représentatives des particularismes nationaux et de la diversité des populations humaines. Les pratiques et produits agricoles, à l'instar des modes de préparation de la nourriture et des types d'aliments, sont des composantes majeures des traditions et du patrimoine culturel de l'humanité. Le maïs, la pomme de terre et la tomate, qui sont aujourd'hui des éléments importants des traditions alimentaires des populations d'Afrique, d'Asie et d'Europe, mais aussi de leur folklore, de leur musique et de leur patrimoine en général, ont été importés au XVI<sup>e</sup> siècle des Amériques, où ils comptaient déjà parmi les principaux aliments de base des Aztèques et des Incas. Inversement, les plantes cultivées originaires d'Afrique, d'Asie et d'Europe ont contribué à enrichir les cultures des Amériques.

L'accès à la nourriture doit se faire dans des conditions qui répondent aux intérêts de l'ensemble de la société, et pas au détriment des autres biens représentatifs de ce qui fait le caractère d'une nation. Le bien-être d'une nation et de ses habitants passe par la préservation du patrimoine culturel, dont les cultures traditionnelles et les pratiques agricoles font partie intégrante. Il faut s'employer à les préserver et à en promouvoir l'utilisation, tout en tirant parti des cultures non autochtones, qui contribuent à enrichir le patrimoine national. Les biotechnologies modernes peuvent, du moins en théorie, favoriser l'amélioration du rendement de cultures typiquement locales. Comme l'a souligné le Groupe lors de ses précédentes sessions, une évaluation exhaustive de ces technologies s'impose.

Les aspects positifs de l'intensification de l'agriculture varient donc en fonction du contexte culturel. Pour déterminer quels sont ces aspects positifs, il convient, dans chaque contexte culturel, de faire appel aux populations et aux agriculteurs locaux. En d'autres termes, tous les acteurs intéressés doivent être associés à la prise des décisions qui influenceront directement sur leurs intérêts et sur ceux des générations futures.

## **ÉTHIQUE, NUTRITION ET DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION**

Dans le rapport de sa deuxième session, tenue du 18 au 20 mars 2002, le Groupe s'était dit profondément préoccupé par la persistance des problèmes de dimension mondiale liés à la faim et à la sous-alimentation, dans un monde où règne l'abondance. Si le nombre de



personnes qui souffrent de sous-alimentation dans les pays en développement est en baisse, la situation évolue très lentement, et il y a tout lieu de s'en inquiéter. Il faudrait que les choses aillent 10 fois plus vite pour parvenir à faire diminuer de moitié, d'ici à 2015 (par rapport à 1990), le nombre de personnes sous-alimentées, conformément à l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et réaffirmé en 2000 à l'occasion du Sommet du Millénaire.

En novembre 2004, le Conseil de la FAO a adopté les Directives volontaires à l'appui des efforts faits par les États Membres pour assurer la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate, dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale. Cet outil pratique, qui repose sur le principe du respect des droits de l'homme, est constitué de 19 directives visant à aider les États en développement à orienter dans le sens souhaité les stratégies, politiques, programmes et interventions visant à assurer la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

Les Directives sur le droit à l'alimentation couvrent bon nombre des problèmes liés à la sécurité alimentaire. Si elles s'adressent principalement aux États, elles reconnaissent aussi le rôle majeur des différents intervenants concernés, qu'il s'agisse des populations locales, de la société civile, du secteur privé ou de la communauté internationale. Elles offrent à ce titre de vastes possibilités en matière d'innovation et de coopération. Dans le même temps, elles soulèvent des questions d'ordre éthique, comme celles évoquées dans la directive 10 sur la nutrition – établissement des priorités, collaboration entre les secteurs public et privé, équilibre à trouver entre les intérêts des individus et ceux des pouvoirs publics.

La malnutrition se manifeste sous des formes qui varient d'une région à l'autre du monde en développement, et à l'intérieur d'une même région. Sous-alimentation et suralimentation coexistent parfois, entraînant ce qu'il est convenu d'appeler le «double fardeau de la malnutrition». Dans certaines régions, la suralimentation est le principal problème de santé public. Cela étant, dans les pays en développement, la sous-alimentation et les carences en micronutriments sont des phénomènes beaucoup plus fréquents et prennent des proportions bien plus graves. Ainsi, dans les régions en développement, on compte actuellement près de 800 millions de personnes sous-alimentées, et chaque année, 30 millions de nouveau-nés présentent des troubles de la croissance liés à des carences nutritionnelles survenues pendant la grossesse. On estime qu'en 2005, entre 112 et 141 millions d'enfants d'âge préscolaire souffraient de sous-alimentation et que la suralimentation touchait entre 15 et 22,5 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans.

La sous-alimentation et la suralimentation sont lourdes de conséquences, au plan tant sanitaire que social ou économique, et appellent des politiques adaptées et des interventions efficaces. Il convient toutefois de s'attaquer en priorité à la faim et à la sous-alimentation, et ce pour plusieurs raisons. Lorsque la prévalence de la malnutrition est élevée, les taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans le sont aussi, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il y a suralimentation. La malnutrition, même modérée à faible, est systématiquement associée à un risque plus élevé de mortalité due à des maladies infantiles communes. Par ailleurs, un nombre grandissant d'études confirment l'hypothèse de l'origine fœtale des maladies de l'adulte formulée par David Barker. Si une alimentation médiocre

pendant la grossesse et la petite enfance constitue effectivement un facteur de risque de surpoids à l'âge adulte, la prévention de la malnutrition dès les tous premiers stades de la vie pourrait bien être le meilleur moyen de prévenir l'apparition ultérieure de l'obésité.

Plusieurs enquêtes ont mis en évidence une augmentation de la prévalence de l'excès pondéral dans les zones urbanisées des pays à faible revenu. Cela étant, c'est la malnutrition qui constitue presque toujours le principal problème de santé publique dans les pays pauvres. C'est dans ces pays qu'il y a le plus grand risque de voir les États faillir à leur obligation de respecter, protéger et défendre le droit des individus à l'alimentation. C'est donc dans ces pays que l'application des Directives volontaires s'impose avec le plus d'urgence.

L'attention particulière portée à l'excès de poids et à l'obésité pourrait conduire ceux qui ne connaissent pas la triste réalité à penser qu'à l'échelle mondiale, y compris dans nombre de pays en développement, les principales manifestations de la malnutrition ne sont plus la sous-alimentation et les carences en micronutriments, mais la suralimentation. Il va sans dire que les effets néfastes de l'excès de poids ne doivent pas être ignorés, quels que soient les pays considérés, et que des mesures adaptées doivent être prises. Toutefois, la détermination des pays à lutter contre les problèmes d'apparition récente liés à l'obésité ne doit en aucun cas amener les pouvoirs publics à se soustraire à leurs responsabilités en matière d'élimination de la faim et de la malnutrition. Dans le domaine alimentaire, la hiérarchisation des priorités revêt une importance majeure, au plan tant national qu'international.

Les pays dans lesquels sévit la sous-alimentation se heurtent, entre autres problèmes, à un défi de taille qui consiste à éradiquer la faim et la malnutrition sans pour autant subir les conséquences sanitaires d'une alimentation excessive et de la sédentarité. L'exemple de deux pays aux prises avec des problèmes persistants liés à la malnutrition et aux carences en micronutriments, et touchés depuis peu par l'excès de poids et l'obésité, est révélateur des difficultés inhérentes à l'adoption de mesures appropriées: si les deux pays ont opté pour l'enrichissement en vitamines des boissons non alcoolisées, le premier, soucieux de lutter contre l'obésité et les caries dentaires, a décidé de ne pas mettre en vente les boissons enrichies, alors que le second a fait exactement le contraire, afin d'accélérer le recul des carences en micronutriments.

S'agissant des apports en micronutriments, la directive 10.3 des Directives volontaires encourage les États à accroître la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs et à envisager d'adopter des réglementations en matière d'enrichissement des aliments, afin de prévenir les carences en micronutriments. Le recours stratégique à l'enrichissement des aliments a largement contribué à l'élimination des carences en micronutriments dans nombre de pays et a ouvert la voie à la participation du secteur privé aux programmes de nutrition et de promotion de la santé. Toutefois, compte tenu des dangers que présente le recours systématique et inconsidéré aux aliments enrichis, auxquels on attribue toutes les vertus sans pour autant en apporter la preuve scientifique, les États doivent impérativement réglementer la pratique qui consiste, pour les fabricants, à ajouter à leur guise des nutriments aux produits alimentaires.

Outre les affirmations relatives aux propriétés des aliments enrichis, on ne peut échapper non plus aux grands discours sur les bienfaits des compléments alimentaires, dont la

consommation a progressé de manière spectaculaire à mesure que les liens supposés entre les composants nutritifs et non nutritifs des aliments et certaines maladies étaient mis en lumière, et à la faveur de mesures législatives qui ont entraîné une forte déréglementation de la commercialisation des compléments alimentaires. Face à cette utilisation grandissante des compléments alimentaires, et notamment de préparations à base de vitamines et de minéraux, il convient de renforcer les mesures axées sur l'information du public, afin de rappeler que l'alimentation, si elle est suffisamment variée et équilibrée, apporte à l'organisme tout ce dont il a besoin, et que les compléments alimentaires ne doivent être consommés que dans des cas bien particuliers. Les multiples messages sur l'alimentation et la santé diffusés notamment par les experts et les médias a semé la confusion dans l'esprit des consommateurs, qui ne savent plus ce qu'ils sont censés faire pour rester en bonne santé et s'alimenter correctement. Aujourd'hui plus que jamais, il faut éduquer les consommateurs afin de les aider à faire le tri entre les différents messages visant à promouvoir tel ou tel nutriment, groupe d'aliments ou régime et à identifier ceux qui sont fiables, crédibles et corrects. Les recommandations des autorités sanitaires ont plus de chance d'être entendues et comprises si elles tiennent compte de la dimension culturelle des modes de production, de distribution et de consommation des aliments. C'est pour cette raison que la directive 10.9 des Directives volontaires encourage les États à tenir compte des pratiques, des coutumes et des traditions alimentaires de chacun. Toutefois, cette directive va en partie à l'encontre de la directive 10.2, qui engage les États à prendre des mesures, en particulier par l'éducation, l'information et la réglementation visant l'étiquetage, pour prévenir la surconsommation et les régimes alimentaires déséquilibrés, qui peuvent entraîner la malnutrition, l'obésité et les maladies dégénératives. Il faut donc trouver un juste équilibre entre la liberté de choix des individus en matière alimentaire et la responsabilité des pouvoirs publics dans les domaines en rapport avec la santé et le bien-être de la population.

Il convient par ailleurs de bien mesurer l'influence qu'exercent les détenteurs de pouvoir sur la prise des décisions relatives à l'alimentation et à la nutrition, au plan tant national qu'international. Certaines études soulèvent des questions fondamentales qui touchent à la nature et à la portée de l'influence de certaines parties prenantes sur la sélection et la définition des problèmes alimentaires à traiter, et sur le choix et la conception des interventions axées sur la nutrition, et en particulier des recommandations nutritionnelles destinées au public dans son ensemble. Si les Directives volontaires encouragent les États à associer tous les intervenants concernés à la conception, à la mise en œuvre, à la gestion, au suivi et à l'évaluation de leurs programmes de nutrition, elles font aussi obligation aux États, dans chacune de leurs actions, de tenir compte de principes importants liés aux droits de l'homme comme la non-discrimination, la participation et la responsabilité, et les engagent à ne pas se servir de l'alimentation comme d'un instrument à des fins politiques et économiques.

## ÉTHIQUE ET MONDIALISATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Le Groupe, lors de ses précédentes sessions, s'était tout particulièrement intéressé à l'impact sur l'alimentation et l'agriculture des processus liés à la mondialisation de l'économie.

Les principales caractéristiques de la mondialisation sont l'accroissement des investissements étrangers privés dans le secteur agricole, le développement des agro-industries et l'augmentation du commerce international des denrées alimentaires, qui est le fait principalement de sociétés transnationales et que la réduction des barrières commerciales a favorisé. Les conséquences de ces processus sur les sociétés du Nord et du Sud, et notamment sur l'environnement et les personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition, doivent être examinées avec attention au regard de considérations éthiques.

Les questions d'éthique en jeu peuvent être analysées du point de vue des efforts à déployer pour optimiser les chances de survie des populations menacées. La vie existe sur notre planète depuis plus de trois milliards d'années. De nouvelles espèces apparaissent et d'autres s'éteignent, au gré d'un cycle continu d'évolution et de renaissance. La durée d'existence des espèces varie considérablement d'un cas à l'autre: certaines espèces sont présentes sur terre depuis des millions d'années, d'autres depuis beaucoup moins longtemps. L'être humain est une espèce très jeune au regard des temps géologiques, et l'on peut donc s'interroger sur ce que l'avenir nous réserve et sur nos chances de survie, qui sont peut-être compromises, du fait même de nos actions.

Les humains sont des animaux sociaux qui tout au long de leur histoire, se sont regroupés au sein de communautés de dimensions variables, depuis la famille élargie et le village jusqu'aux grandes nations et aux empires qui se sont formés par intermittence au cours des derniers millénaires. La diversité des sociétés et des individus est souhaitable dans la mesure où elle contribue, à de nombreux égards, à enrichir l'humanité. À l'échelle des sociétés, la diversité s'exprime au travers de la multiplicité des langues, systèmes juridiques, institutions sociales, modes de gouvernement, expériences et préférences esthétiques, codes moraux et institutions et pratiques religieuses. Cette extraordinaire diversité culturelle est propre à l'espèce humaine et doit à ce titre être préservée et défendue; cela étant, elle est aussi source de conflit. À l'instar des échanges entre les individus, les relations entre les sociétés peuvent être enrichissantes mais aussi concurrentielles, conflictuelles, voire destructives.

Les relations entre les sociétés doivent favoriser la circulation des idées, des savoirs, des technologies et des ressources, mais aussi des individus. Par le passé, les distances et les barrières physiques et linguistiques ont fait obstacle aux échanges entre les sociétés, qui ont été relativement limités pendant une grande partie de l'histoire de l'humanité. Ces échanges se sont progressivement intensifiés à partir de la Révolution néolithique et de l'apparition de l'agriculture et de l'élevage qui ont gagné peu à peu, et de manière inégale, toutes les régions du monde. Les progrès technologiques ont également facilité l'établissement de relations entre les continents. La mondialisation est ainsi devenue possible, voire inévitable, comme beaucoup le pensent. L'utilisation grandissante de l'anglais a fortement contribué à ce phénomène, mais pourrait avoir des effets néfastes, comme c'est le cas de nombreux aspects de la mondialisation. De fait, nombre de langues ont disparu au cours des siècles passés, et la tendance ne fait que s'accroître. Or, la disparition de langues suppose la disparition de cultures, et cet appauvrissement de la diversité culturelle mondiale est une des conséquences de la mondialisation que l'on ne peut que déplorer. La mondialisation de

l'alimentation et de l'agriculture pourrait elle aussi avoir des répercussions négatives, bien qu'elle ait par ailleurs des retombées favorables.

Le déséquilibre et les inégalités observés entre les pays industrialisés de l'hémisphère Nord et les États en développement du Sud sont une des caractéristiques de la mondialisation économique et ont d'importantes incidences éthiques (et économiques). Ainsi, moins de 20 pour cent de la population mondiale vivent dans les nations développées du Nord. Or, c'est dans l'hémisphère Nord que sont concentrées plus de 80 pour cent des richesses de la planète. Les sociétés commerciales du Nord, qui sont toutes de grande taille si on les compare aux entreprises ayant leur siège dans l'hémisphère Sud, ouvrent des filiales dans les pays du Sud, où elles rachètent ou éliminent les entreprises plus petites et moins compétitives. Les transnationales nées de ce processus ont leur siège dans l'hémisphère Nord, où elles rapatrient l'essentiel des bénéfices économiques qu'elles réalisent, le plus souvent au détriment des ressources naturelles minérales, biologiques et autres qui constituent l'essentiel du patrimoine des pays en développement du Sud.

On pourrait avancer que ces inégalités profondes résultent d'un processus historique qui s'est amorcé il y a plusieurs siècles, à une époque où, dans certaines sociétés occidentales, deux faits majeurs sont survenus simultanément: l'importance grandissante attachée à la propriété individuelle, et la multiplication des innovations technologiques et scientifiques. Si l'émergence de la notion de propriété privée remontait en fait à une période bien plus lointaine, c'est à cette époque que, dans une petite partie du monde, certaines sociétés ont commencé à encourager massivement le capital privé, la concurrence et l'esprit d'entreprise. Elles s'en sont trouvées profondément changées et se sont considérablement différenciées des sociétés qui ont continué à privilégier un mode de fonctionnement culturel fondé sur la propriété collective. L'importance prépondérante conférée aux possédants, qui se sont progressivement regroupés au sein d'entités appelées «personnes morales», est à l'origine des grandes sociétés transnationales.

De ce point de vue, on peut considérer que le processus de mondialisation économique est la conséquence logique de la supériorité d'un pouvoir qui s'est institutionnalisé tout au long des siècles passés et qui repose principalement sur le contrôle du capital et des outils technologiques.

La tendance qui consiste à utiliser les technologies afin d'asseoir le contrôle des grandes sociétés sur le secteur agricole est particulièrement préoccupante, compte tenu de ses répercussions sur l'alimentation et l'agriculture. On peut citer à cet égard l'exemple des technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques (GURT). Lors de sa première session, tenue en 2000, le Groupe avait adopté une position unanime sur la question des semences appelées Terminator, qu'il avait jugé globalement contraires à l'éthique. Le Groupe s'était notamment déclaré très préoccupé par les risques que pourraient présenter: la propagation, par le biais du pollen, de complexes de gènes responsables de la stérilité des plantes; la vente et l'échange de semences non viables destinées à la plantation; et les effets potentiellement négatifs de l'utilisation des OGM (et des GURT) sur la diversité génétique. En 2000 et en 2004, les Parties à la Convention sur la diversité biologique ont débattu des impacts socioéconomiques potentiels de ces pratiques sur les petits paysans et les peuples autochtones, et depuis,



un certain nombre de pays ont interdit la commercialisation des GURT. Pourtant, de nouvelles GURT continuent d'être mises au point et brevetées.

Dans les 10 ans à venir, le déséquilibre grandissant observé actuellement à l'échelle mondiale en matière de pouvoir et de richesse entre les pays de l'hémisphère Nord et les pays du Sud va vraisemblablement s'accroître. Il en résultera une aggravation de la pauvreté dans les pays du Sud et une accélération de l'appauvrissement de la diversité biologique, en particulier dans les zones tropicales.

Si la mondialisation a facilité la libre circulation d'une région à l'autre des ressources naturelles, des biens et des services, il n'en va pas de même pour la main-d'œuvre, qui ne peut pas se déplacer là où les possibilités d'emploi sont meilleures. Face à de telles injustices, on peut craindre que les jeunes perdent patience et se montrent de plus en plus agressifs, ce qui pourrait entraîner un retour du communautarisme au niveau local, des conflits entre les communautés et l'aggravation des tensions mondiales.

Pourtant, l'accroissement des inégalités et l'appauvrissement de la biodiversité ne sont pas des tendances irréversibles. Les réactions se multiplient dans les pays du Sud et, dans l'hémisphère Nord, les individus et institutions préoccupés par la situation sont de plus en plus nombreux à se mobiliser. Si tous ces efforts portent leurs fruits, on pourrait assister à l'émergence d'un nouvel ordre démocratique, véritablement participatif, et de communautés locales soucieuses du bien-être de leurs membres et de la protection de leur environnement. Les États deviendraient alors des instruments au service des communautés locales vivant sur leur territoire, et œuvreraient, dans un esprit de coopération constructive, au règlement de problèmes d'ordre social, économique et culturel et en faveur de la défense et de la protection des droits de l'homme. Les Nations Unies, ou les organisations qui leur succéderont, pourraient devenir des instances véritablement participatives, au sein desquelles les décisions et les mesures adoptées par les communautés locales, les États Membres et la communauté des nations seraient coordonnées à l'échelle mondiale. À l'évidence, ce processus international de démocratisation ne pourra s'opérer que si l'humanité telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est pas détruite par des conflits cataclysmiques ou des catastrophes naturelles résultant de ses propres actions.

La mondialisation de l'alimentation et de l'agriculture soulève les questions d'éthique suivantes:

- Le pouvoir grandissant des transnationales et les disparités croissantes en matière de richesse entre les pays du Nord et du Sud doivent faire l'objet d'un contrôle afin de réduire les inégalités et d'éviter que l'instabilité sociale et politique dans et entre les pays ne s'accroisse et ne débouche notamment sur des affrontements entre le Nord et le Sud.
- Les régions du Sud riches en ressources naturelles sont souvent instables au plan politique, parfois du fait d'interventions concurrentes visant à préserver les intérêts des transnationales. La communauté internationale doit s'employer à enrayer et à renverser cette tendance.
- Les ressources naturelles, les biens et les services circulent librement d'une région à l'autre; ce n'est généralement pas le cas de la main-d'œuvre; il en résulte un accroissement de l'instabilité mondiale, qui doit être réduite et, à terme, éliminée.

- La famine sévit encore et des génocides continuent d'être perpétrés dans le monde. La communauté internationale doit en prendre davantage conscience et agir en conséquence. Des langues disparaissent rapidement à mesure que les petits groupes ethniques qui les parlent s'intègrent à des groupes ethniques voisins de plus grande taille. Des pans entiers de savoirs et de traditions culturelles inestimables disparaissent avec elles. Or, ces langues n'ont jamais été écrites, et la disparition de ces savoirs traditionnels est donc irréversible. Lorsque ces langues ne disparaissent pas tout à fait, une grande partie des traditions orales qui leur sont associées disparaissent malgré tout, dès lors que les plus jeunes apprennent une langue dominante écrite. Compte tenu du processus de mondialisation en cours, nous devons nous hâter d'enregistrer ces traditions en voie de disparition afin de préserver les connaissances dont elles sont porteuses. La disparition de ces cultures risque de priver le genre humain de spécificités culturelles qui pourraient pourtant s'adapter aux évolutions locales, voire mondiales.
- En dépit des obstacles physiques susceptibles d'être érigés pour contrer le phénomène, l'information va continuer d'unir la planète, et ni les riches ni les pauvres, ni les pays du Nord ni ceux du Sud ne pourront entraver la circulation des connaissances et, à terme, des personnes, à travers les frontières.
- Les informations scientifiques et technologiques, en revanche, sont aujourd'hui encore l'apanage d'intérêts privés qui en usent dans le plus grand secret, en prétextant qu'elles revêtent un caractère confidentiel. Il convient d'inverser la tendance afin que le progrès scientifique et technologique puisse trouver des applications universelles et profiter à l'humanité tout entière.
- Les pays du Sud, en tant que marchés de biens et de services, pourraient perdre de leur attrait aux yeux des transnationales qui pourraient s'en désintéresser totalement, ce qui constituerait un handicap supplémentaire et hypothèquerait davantage leur développement agricole, industriel et économique.

La mondialisation a pris des proportions telles que les politiques isolationnistes sont désormais inconcevables. Qu'elles soient fortes ou faibles, riches ou pauvres, grandes ou petites, les sociétés humaines n'ont d'autres choix que d'œuvrer à la construction d'un monde nouveau, dans lequel chacun pourra exercer son droit d'accès à l'air, à l'eau, à la nourriture, à la santé, à l'éducation et au logement, dans des conditions compatibles avec la préservation optimale de la diversité biologique de la planète. À défaut, l'humanité se condamnerait à subir des affrontements et des conflits de plus en plus violents qui pourraient la conduire à sa perte.

## **BIENS MONDIAUX, SERVICES MONDIAUX ET PRIVATISATION**

Il est difficile de définir avec précision ce que recouvre l'expression «biens publics mondiaux». Elle renvoie à divers types de ressources tangibles et intangibles comme la terre, l'eau, la biodiversité, l'air, l'atmosphère ou le savoir. Ce manque de précision est en soi le signe que, indépendamment de la terminologie utilisée, la production et la distribution des

biens publics constituent désormais des questions d'éthique fondamentales dont la communauté internationale doit comprendre et reconnaître l'importance. S'il est vrai que la notion de «biens publics mondiaux» peut être abordée sous divers angles, dans la mesure où elle revêt des dimensions multiples – économiques, juridiques, sociales et humaines –, toutes se résument à son importance éthique et normative: la notion de «biens publics mondiaux» doit être définie avant tout au regard de ses fondements éthiques, de la réflexion et des comportements qu'elle appelle de la part de la communauté internationale.

Pour penser autrement, nous devons avant toute chose voir dans la notion «d'humanité» un principe régulateur. Au cours de l'histoire, le terme «humanité» a trop souvent été utilisé d'une manière qui excluait les peuples différents (qualifiés de peuples barbares, primitifs ou sauvages). Aujourd'hui, on peut dire que le monde moderne conçoit désormais l'humanité comme la totalité indivisible de tous les êtres humains qui vivent actuellement sur terre. Or, la notion de «biens publics mondiaux» exige que la dimension prospective de l'humanité «à venir» soit également comprise et pleinement prise en compte dans notre définition du principe d'humanité, qui renvoie aussi aux générations futures. L'humanité, en tant que totalité indivisible des hommes vivants et à naître, est le fondement éthique de la notion même de pérennité, laquelle revêt une importance primordiale du point de vue de l'exploitation des biens communs. Le principe d'humanité justifie aussi que l'on considère ces «biens communs», au même titre que des services publics, comme des ressources qui ne peuvent pas être privatisées. Le principe d'humanité, s'il est appliqué dans sa totalité, conformément à la définition qui vient d'en être donnée, suppose en effet que ces biens publics:

1. soient utilisés *de manière équitable*, au bénéfice de tous, et en particulier des populations pauvres et défavorisées, et pas seulement des entreprises ou des nations qui disposent des richesses et des technologies nécessaires pour exploiter les ressources; la tendance à la privatisation et à l'appropriation des ressources naturelles et intellectuelles qui caractérise l'économie mondiale dominante va à l'encontre de ce principe;
2. soient utilisés *de manière responsable* en tenant pleinement compte des générations futures: c'est là un aspect majeur de l'équité entre les générations.

En conséquence, le Groupe:

- a souligné l'importance de «l'éthique du futur», qui doit nous aider à définir nos tâches et nos responsabilités face au «patrimoine commun de l'humanité», dont les biens publics et services mondiaux font partie;
- a également insisté sur la nécessité de promouvoir l'émergence d'une société et d'une citoyenneté mondiales, et pas seulement la mondialisation des finances et de l'économie. L'humanité, telle qu'elle est définie ci-dessus, doit être le principal fondement éthique de la mondialisation;
- a appelé les États et les organisations internationales compétentes à mettre les biens publics mondiaux au cœur de la coopération internationale, ce qui suppose de mieux cerner la nature et la portée de ces biens. Il est primordial d'intégrer l'idée selon laquelle les biens publics mondiaux et les services à caractère international constituent un élément majeur de la construction de la paix et de la sécurité;

- a appelé la communauté internationale à faire en sorte que les négociations relatives aux conventions et traités internationaux aient pour fondement la notion éthique d'humanité, notamment dans le cadre des débats sur le financement et la gestion des biens publics mondiaux, la protection des ressources naturelles (biodiversité), la propriété (privée ou collective), l'exploitation des ressources en usufruit et les droits d'accès;
- s'est dit inquiet face à la tendance à la privatisation des ressources naturelles et du patrimoine commun de l'humanité (depuis le niveau local jusqu'à l'échelle internationale) qui accompagne la mise en œuvre des politiques de libéralisation économique, et a appelé à une meilleure compréhension du phénomène et de ses incidences éthiques pour les communautés locales, les États nations et la communauté internationale, aux fins d'interventions adaptées.

## **ÉTHIQUE ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN MATIÈRE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE**

L'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) s'est étendue, notamment ces 25 dernières années, à un large éventail d'informations, de matériels et de produits en rapport avec l'alimentation et l'agriculture. L'arrêt Chakrabarty de la Cour suprême des États-Unis (1980), qui autorise la brevetabilité des micro-organismes proprement dits, et l'adoption, en 1994, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et, plus récemment, d'un nombre croissant d'accords de libre-échange, sont autant de facteurs qui ont contribué à ce phénomène. Dans de nombreux pays, des droits de propriété peuvent désormais s'exercer sur certaines obtentions végétales, et le brevetage de gènes, de cellules végétales et de plantes est autorisé. Dans de nombreuses juridictions, les mesures de protection du secret commercial s'appliquent à des végétaux (et notamment aux lignées parentales).

Plusieurs arguments ont été avancés pour justifier l'octroi de DPI. Selon les adeptes des théories de Locke, ces droits seraient en fait le prolongement de l'identité de l'individu: à l'instar des autres produits du travail, les créations d'ordre intellectuel doivent, en toute logique, appartenir à ceux qui les ont créées. Cette conception, qui a très largement contribué à la mise en place de mécanismes de protection des droits d'auteur en Europe, a progressivement perdu de son importance, au profit d'approches à dominante économique ou utilitaire (fondées sur les idées de Bentham), qui ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration des lois et des principes relatifs au DPI.

La création et l'innovation sont indispensables à l'amélioration de la qualité de vie, y compris dans le domaine alimentaire. Les DPI contribuent à stimuler la création et l'innovation dans la mesure où ils permettent aux détenteurs de ces droits de réaliser des bénéfices considérables et d'amortir ainsi les investissements qu'ils ont réalisés à des fins de recherche. Les DPI leur confèrent notamment des droits d'exclusivité grâce auxquels ils peuvent empêcher une tierce partie d'utiliser ou d'exploiter les connaissances protégées par les DPI. Ces derniers sont donc un instrument créé par la société aux fins d'objectifs précis. Ils sont

un moyen, et non une fin en soi. La reconnaissance et l'exercice de ces droits doivent être subordonnés aux intérêts supérieurs de la société et soumis, à l'instar d'autres instruments de politique générale, à un strict contrôle éthique.

Si dans la plupart des cas les innovations en matière alimentaire et agricole ne dépendent pas de l'obtention de DPI, l'acquisition et l'exercice de ces droits dans les domaines alimentaire et agricole soulèvent un certain nombre de questions d'éthique.

Premièrement, si l'on en croit les tenants de la théorie économique classique, la protection des DPI a pour but d'encourager de nouvelles innovations, même si cela suppose de restreindre la diffusion des produits ou procédés protégés par les DPI. Ce postulat part du principe que les consommateurs peuvent raisonnablement absorber le surcoût des produits protégés par des DPI, dans la mesure où ils bénéficieront de toute façon de futures innovations. Toutefois, en règle générale, ce principe ne se vérifie pas dans les sociétés pauvres. Dans certains cas, la protection des DPI peut empêcher purement et simplement les plus démunis d'accéder aux innovations. Ainsi, les mesures visant à limiter l'accès aux semences à haut rendement et le coût élevé des intrants agricoles (comme les produits agrochimiques) peuvent contribuer à marginaliser davantage les agriculteurs les plus pauvres et à creuser les inégalités sociales.

Deuxièmement, les incidences éthiques des droits de propriété privée qui s'exercent sur les ressources phytogénétiques, sur leurs diverses composantes et sur d'autres formes de vie doivent être examinées avec la plus grande attention. Ainsi, le brevetage de gènes isolés, qui sont les éléments constitutifs de la vie, a suscité de vives préoccupations. Les gènes ne sont pas une invention, ils font partie de la nature. Le processus qui consiste à isoler des gènes et à découvrir leurs fonctions exige, certes, des compétences scientifiques, mais ne s'apparente nullement à une invention.

Nombre de législations nationales relatives aux brevets soulignent les risques de conflit entre octroi de brevets et moralité. Il en va de même du droit international. Ainsi, l'Accord ADPIC autorise expressément les États Membres de l'OMC à «exclure de la brevetabilité les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale sur leur territoire pour protéger l'ordre public ou la moralité, y compris pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ou pour éviter de graves atteintes à l'environnement, à condition que cette exclusion ne tienne pas uniquement au fait que l'exploitation est interdite par leur législation» (Article 27.2).

À l'évidence, la définition de ce qui est moral ou pas varie selon les pays et les cultures et évolue aussi dans le temps. Dans certaines cultures, l'idée même que l'on puisse s'approprier des formes de vie par le biais de brevets est tout simplement inacceptable. À titre d'exemple, lors des négociations de l'OMC, le Groupe africain s'est dit opposé au brevetage des formes de vie, que l'accord ADPIC autorise ou impose (dans le cas des micro-organismes). La norme minimale doit être de rejeter les demandes de brevet relatives à des inventions si odieuses au plan moral que leur brevetage en devient inconcevable.

Troisièmement, si les DPI n'ont pas en soi d'incidences éthiques, ils peuvent conduire à des innovations moralement inacceptables. À titre d'exemple, la perspective de l'obtention d'un brevet pourrait encourager certains chercheurs à mettre au point des technolo-



gies susceptibles de causer des souffrances aux animaux ou de compromettre la viabilité de certaines pratiques ou activités agricoles. Paradoxalement, certaines de ces technologies (et notamment les GURT) pourraient, à terme, remettre en question la raison d'être des DPI, dans la mesure où le contrôle de la diffusion des innovations pourrait s'effectuer non plus par la loi, mais par des moyens technologiques. Le droit international ne fait pas obligation aux pays de reconnaître les brevets relatifs à des animaux ou à des plantes. Les États doivent se prévaloir en toute conscience de cette liberté de choix pour définir des règles adaptées à leurs besoins économiques et à leurs perceptions éthiques.

Quatrièmement, un grand nombre de brevets s'appliquent actuellement à des ressources phytogénétiques ou aux connaissances traditionnelles qui s'y rapportent, sans que les personnes qui sont à l'origine de ces connaissances ou en sont les gardiens n'aient donné leur accord au préalable, et sans qu'elles aient accès aux avantages découlant de l'exploitation de ces ressources et de ces connaissances. Le détournement de ces savoirs traditionnels (appelé «biopiratage») est très contestable au regard du droit, puisqu'il s'apparente dans nombre de cas à un défaut de nouveauté. Sur le fond, le biopiratage est juridiquement contestable dans la mesure où le titulaire du brevet n'a pas créé ce qui lui a valu l'obtention du brevet, et ne peut donc prétendre à la qualité d'inventeur. Il y a aussi de sérieuses raisons éthiques de refuser l'octroi de droits de propriété à des parties qui se sont contentées de prélever des ressources ou de recueillir des informations existantes. Pour éviter de telles pratiques, il faut rendre la procédure de brevetage plus transparente, en exigeant notamment des demandeurs qu'ils indiquent l'origine des ressources génétiques et des connaissances qui font l'objet de la demande de brevet.

Enfin, si les innovations mises au point par les producteurs de semences, les sociétés biotechnologiques ou d'autres inventeurs officiels peuvent être protégées au titre des DPI, les innovations attribuables aux agriculteurs ne bénéficient généralement pas des mêmes droits; leurs inventeurs n'obtiennent aucune reconnaissance et aucune contrepartie. Il y a deux raisons à cela: la façon dont sont définies dans le droit des brevets les innovations susceptibles d'être protégées par des DPI; et le manque de ressources techniques et financières nécessaires à l'obtention et à l'exercice de DPI. Nous avons pour obligation morale de corriger ces déséquilibres, et le principe relatif aux «droits des agriculteurs», énoncé dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, est une première réponse en ce sens. Toutefois, l'application de ce principe appelle des mesures concrètes et efficaces, qui sont encore inexistantes ou insuffisantes pour rendre pleinement justice aux milliers d'agriculteurs et de communautés concernés. ●